

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

## **VOLET TRAVAIL**

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

## **2018-2019**

---

---

**Demande de renseignements généraux  
de l'Opposition**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

## VOLET TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N°

#### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):  
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :  
Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :  
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15.

**a)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

**b)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

**c)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

**d)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**e)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

**f)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

**g)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**h)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

**i)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

**j)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

**k)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

**l)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

**m)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

**n)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

**o)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

**p)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

**q)** Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq dernières années précédentes.

**r)** L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

16.

**a)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

**b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.



21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
  - b) le nombre de ressources affectées;
  - c) le nombre de rencontres;
  - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - e) l'objet;
  - f) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;

- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**Demandes dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>**

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018.
  - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - b) les coûts ventilés;
  - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
5. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou Organisée par un professionnel ou une firme externe.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

**Demandes dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.
66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
  - a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
  - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
  - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
  - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

---

#### **Demandes non pertinentes à l'Étude des crédits**

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018.

---

#### **Demandes dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>**

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
  - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

---

#### **Demandes dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2017-2018 du Ministère.**

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
  - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

---

**Demandes dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme pour tous les ministères et organismes.**

---

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes)**
  44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? **(ministère du Conseil exécutif)**
  50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
  51. Ventilation du budget consacré au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
  52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**
  53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**
  54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**
  55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**
  56. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**
  57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique. **(ministère de la Justice)**
  67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. **(ministère des Relations internationales et de la Francophonie)**
-

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-01

**Titre :**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

**Exposé et statistiques :**

Les informations au 28 février 2018 sont fournies au tableau ci-joint.

**SOURCE :** Direction des relations intergouvernementales  
**COLLABORATION :** Unités du MTESS  
**VALIDATION :** SOF-DCCR-DGRFC  
**DATE :** 2017-03-29

Missions intergouvernementales canadiennes – 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-05-17 2017-05-18	Réunion annuelle de l'Association canadienne des administrateurs de législation ouvrière (ACALO).	Winnipeg Manitoba	Steeve Audet Direction générale des politiques de recherche	1 391,61 \$
2017-11-13 2017-11-16	Rencontre du groupe de travail sur la formation des médiateurs nationaux de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).	Halifax Nouvelle-Écosse	Hervé Leblay Direction de la médiation-conciliation et de la prévention de Montréal	1 182,53 \$
2018-01-24 2018-01-25	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du Travail.	Ottawa Ontario	Normand Pelletier Sous-ministre associé Florent Tanlet Cabinet de la ministre	1 065,01 \$
Coût total des déplacements				3 639,15 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

**Titre :**  
  
Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue des conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.);  
  
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l’organisme :  
a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;  
b) le but visé par chaque dépense;  
c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;  
  
Par une firme externe :  
d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;  
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;  
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);  
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc. ;  
h) le but visé par chaque dépense;  
i) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;

**Exposé et statistiques :**

- Des événements publics pour un coût total de **3 374,14 \$** sont organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (volet Travail).
- Les événements publics constituent des événements de presse.

Événement	But visé	Fournisseur
Annonce concernant les travaux bénévoles (Montréal)	Annonce publique du dépôt du projet de règlement sur les travaux bénévoles de construction	<ul style="list-style-type: none"><li>• Logistique : CSPQ</li><li>• Photographe : Racine Imagine</li><li>• Mode d’octroi du contrat : contrat négocié</li></ul>

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** sans objet – 2018-03-22  
**DATE :** 2018-03-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-07**

### **Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### **Exposé et statistiques :**

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 22 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700263416-1	Adjudex inc.	9 800,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
2.	700263416-2	Adjudex inc.	2 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
3.	700263416-3	Adjudex inc.	8 190,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
4.	700263416-5	Adjudex inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
5.	700263416-7	Adjudex inc.	1 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
6.	700266960	Alsco	3 933,15 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de buanderie/Assistance personnelle et domestique
7.	700260048	André Léveillé chirurgien plastique inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
8.	700269065-1	Arbitrage Richard Mercier inc.	2 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
9.	700269065-6	Arbitrage Richard Mercier inc.	2 537,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
10.	700269177	Association d'orthopédie du Québec	3 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
11.	700256469	Bergeron, Michel	15 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
12.	700260053	Brigitte Bazinet médical inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
13.	700265202	Busicom ltée	2 376,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Équipement audiovisuel/Appareil électronique
14.	700275797	Busicom ltée	1 980,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Équipement audiovisuel/Appareil électronique
15.	700257610	Carbonneau, Benoît	8 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
16.	700272993	Cholette, Daniel	7 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
17.	700263452-6	Claire Brassard, arbitre	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
18.	700263452-7	Claire Brassard, arbitre	1 510,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
19.	700263452-8	Claire Brassard, arbitre	1 017,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
20.	700263452-9	Claire Brassard, arbitre	5 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
21.	700263452-10	Claire Brassard, arbitre	1 022,80 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
22.	700263452-11	Claire Brassard, arbitre	2 030,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
23.	700279383-2	Clément, Jean-Guy	4 320,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
24.	700275388	Collège des médecins du Québec	5 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
25.	700260055	Duchesne, Robert	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
26.	700260298	Dufort et Lavigne ltée	4 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
27.	700264223	Dufort et Lavigne ltée	1 499,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
28.	700272530	Fédération des médecins spécialistes du Québec	2 609,27 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
29.	700273177-2	François Blais inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
30.	700273177-4	François Blais inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
31.	700266100	Gendron, Normand	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
32.	700266109	Girardeau, Stéphane	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
33.	700266099	Girard, Eric	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
34.	700257789	Gosselin, Jean-Pierre	15 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
35.	700263392-9	Groupe Voyages VP	2 433,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
36.	700263392-11	Groupe Voyages VP	2 777,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
37.	700266381	Hôtel Mortagne	1 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
38.	700269066-1	Houde, Rosaire	1 562,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
39.	700269066-5	Houde, Rosaire	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
40.	700260054	Jacques Demers M.D. inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
41.	700278471	JPdL International inc.	4 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
42.	700264232	Labelle, Hubert R.	9 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
43.	700263405-1	Lavoie, André G.	1 260,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
44.	700263405-5	Lavoie, André G.	1 960,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
45.	700260460	Lexisnexis Canada inc.	7 455,12 \$	Gré à gré	UNSPSC : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
46.	700263443-2	Marcheterre, Richard	5 590,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
47.	700263443-3	Marcheterre, Richard	8 960,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
48.	700263424-4	Martin, Claude	2 408,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
49.	700272971-2	Massicotte, Nathalie	1 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
50.	700279136-1	Ménard-Cheng, Nancy (avocat)	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
51.	700279136-4	Ménard-Cheng, Nancy (avocat)	1 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
52.	700272825-1	PGRoy arbitre inc.	2 905,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
53.	700260088	Pneumologues associés de Québec, Les S.E.N.C.R.L.	9 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine
54.	700263422-1	Poulin, Côme	6 060,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
55.	700263422-2	Poulin, Côme	2 297,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

#### VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
56.	700263422-3	Poulin, Côme	3 630,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
57.	700263422-4	Poulin, Côme	1 416,83 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
58.	700263422-6	Poulin, Côme	5 612,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
59.	700263409-2	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
60.	700263409-3	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 157,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
61.	700263409-4	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	7 140,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
62.	700263409-5	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 520,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
63.	700265318	Rodimax inc.	1 330,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques
64.	700263406-2	Roy, Pierre-Georges	17 920,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
65.	700264231	Services dentaires Dr Melvin Schwartz inc.	14 625,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
66.	700260089	Société des médecins de l'Université de Sherbrooke S.E.N.C.R.L.	9 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
67.	700279173-1	St-Georges, Andrée	1 345,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
68.	700279173-2	St-Georges, Andrée	7 705,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
69.	700264899	Tab Products of Canada	8 717,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
70.	700263455-10	Voyages Laurier du Vallon inc., Les	2 545,13 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
71.	700263455-14	Voyages Laurier du Vallon inc., Les	1 192,85 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
72.	700263465-2	Voyages Paradis (Sainte-Foy) enr. (2958-2947 Québec inc.)	1 014,21 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-08**

### **Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

### **Exposé et statistiques :**

Aucun contrat octroyé en 2017-2018 n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics pour le volet Travail.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 22 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-09**

**Titre :**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**Exposé et statistiques :**

Les informations portant sur l'appel d'offres public figurent dans le tableau annexé.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	Archi-Médec inc.	128 150 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Cybens technologies 63 806,50 \$ (non conforme*) Centre Transmed Center inc. : 125 568 \$ (non conforme*)

Les soumissions non conformes sont celles qui ne répondent pas aux critères établis dans l'appel d'offre

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-10

**Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez référer à la réponse de la question RG 7.

**SOURCE :** BSMART  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 20 avril 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

### Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

### Exposé et statistiques :

Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$ initié en 2017-2018 pour le volet Travail.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

**SOURCE :** DGSAPS  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 23 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

**Exposé et statistiques :**

**Volet Travail, les dépenses sont les suivantes :**

Photocopies :	<u>6 343 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>0 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>38 034 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>250 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 2018-03-16

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

<b>Titre :</b> Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

**a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

Les prévisions pour 2018-2019 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année 2017-2018. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 28 février 2018**, soit **106** employés réguliers au Ministère pour le volet Travail pour 2017-2018, excluant :

- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction.

La catégorie d’emplois « personnel d’encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d’emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens et les employés de soutien.

**Répartition par catégorie d’emplois, sexe et groupe d’âge**  
(Données au 28 février 2018)

Personnel d'encadrement <sup>1</sup>						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	10	9,4	2	1,9	12	11,3
TOTAL	10	9,4	2	1,9	12	11,3

<sup>1</sup> Inclut 4 membres de la haute direction (3 hommes et 1 femme).

Professionnel						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	4,7	6	5,7	11	10,4
35 ans et plus	24	22,6	19	17,9	43	40,6
TOTAL	29	27,4	25	23,6	54	50,9

Fonctionnaire						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	1	0,9	1	0,9
35 ans et plus	4	3,8	35	33,0	39	36,8
TOTAL	4	3,8	36	34,0	40	37,7

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	4,7	7	6,6	12	11,3
35 ans et plus	38	35,8	56	52,8	94	88,7
TOTAL	43	40,6	63	59,4	106	100,0

**Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge**  
(données au 28 février 2018)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	1
35 ans et plus	0	1	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	2	0	0	6
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,9
35 ans et plus	2	1,9	1	0,9	1	0,9	7	6,6
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>1,9</b>	<b>1</b>	<b>0,9</b>	<b>1</b>	<b>0,9</b>	<b>8</b>	<b>7,5</b>

**Mise en garde :** Il n’est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l’ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d’un groupe cible.

**Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.**

- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)  
*Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).*

Catégories d’emplois	2017-2018
Personnel d’encadrement	85,0
Professionnels	260,5
Fonctionnaires	968,5
<b>Total du Ministère</b>	<b>1 314,0</b>

- d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	6	2	3	1
Professionnels	34	13	9	3
Fonctionnaires	25	14	4	3
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>7</b>

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère est de 117.

e) **Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail** (données au 28 février 2018)

Catégories d’emplois	2017-2018 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre d’heures compensées	Total
Professionnels	327,38	96,50	423,88
Fonctionnaires	54,83	15,25	70,08
Total	382,21	111,75	493,96

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d’emplois, n’est pas disponible.

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)  
*Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.*

Catégorie d’emplois	2017-2018
Personnel d’encadrement	189,5
Professionnels	973,0
Fonctionnaires	817,0
Total	1 979,5

g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	3	5	3	1
Professionnels	44	13	1	1
Fonctionnaires	29	17	0	0
TOTAL	76	35	4	2

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 117.

h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1 de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

REGROUPEMENT	2017-2018 (au 28 février 2018)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
ST     Secrétariat du travail (Bureau du sous-ministre associé)	5	5	4	14
DGPR   Direction générale des politiques et de la recherche	4	20	12	36
SRT     Secteur des relations du travail	3	29	24	56
Total	12	54	40	106

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2017-2018 (au 28 février 2018)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
03. Capitale-Nationale	8	33	21	62
06. Montréal	4	21	19	44
Total	12	54	40	106

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 28 février 2018	Professionnel	11

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d'encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Au 28 février 2018	0	0	0	0

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse de RG15 j).

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, la cible d'effectif attribuée aux ministères et organismes est en heures rémunérées (le concept d'ETC total autorisé n'existe plus) et le calcul est effectué différemment, incluant entre autres les heures supplémentaires rémunérées.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes**

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2017-2018 (au 28 février 2018).

**r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SOURCE : DGRH**

**COLLABORATION : SBA-DBF-DGRFC**

**VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC**

**DATE : 2018-03-19**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-16**

### **Titre :**

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

### **Exposé et statistiques :**

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2017-2018, le Ministère, volet Travail, a engagé à titre d'employés occasionnels 5 retraités<sup>1</sup> de la fonction publique.

Toutefois, le Ministère, volet Travail, n'a octroyé aucun contrat de services professionnels<sup>2</sup> à des retraités de la fonction publique.

<sup>1</sup> Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

<sup>2</sup> Données extraites du SAGIR pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-18**

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a aucun coût associé à des travaux de déménagement, d'aménagement et de rénovation des espaces occupés pour le cabinet de la ministre responsable du Travail.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**SOURCE :** Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

**Titre :**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**Exposé et statistiques :**

**CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME DOMINIQUE VIEN À TITRE DE  
MINISTRE RESPONSABLE DU TRAVAIL**

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE	DATE DE DÉPART
Boutin Marie-Pier	Attachée politique	St-Malachie	18-01-08	
Boulianne, Stéphanie	Attachée politique	Québec	18-03-12	
Desmeules, Anne-Sophie	Attachée politique	Québec	17-01-23	18-03-09
Dumont, Isabelle	Attachée politique	Québec	17-03-01	
Gagné, Denise	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
Lavoie, Marina	Attachée politique	Québec	17-10-23	
Lessard, Chantal	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
Milette, Pierre	Directeur de cabinet	Québec	16-01-29	
O'Farrell, Russel	Attaché politique	St-Malachie	16-01-29	17-10-20
Paré, Christine	Attachée politique	Québec	16-01-29	17-10-20
Tanlet, Florent	Attaché politique	Québec	16-01-29	

## **DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET**

### **Directeur de cabinet :**

Dirige les membres du personnel du cabinet; il s'acquitte, en outre, des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner.

### **Attaché politique :**

Est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

### **Employé de soutien :**

Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

## **MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018**

Cabinet ministériel de M<sup>me</sup> Dominique Vien, ministre responsable du Travail. Masse salariale prévue du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 : 655 836 \$

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :** DGRH

**VALIDATION :**

**DATE :** 19 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-21

**Titre :**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de personnel hors structure rémunéré par le Ministère et qui n'occupe aucun poste pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** BSMA Travail

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-04-11

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-24**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques :**

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2018-2019 (au 28 février 2018).

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-25

**Titre :**

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez vous référer à la réponse de la question RG 15 j).

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-04-11

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l'assignation hors structure;

g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :			
NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Dolbec, Stéphane Administrateur d'État II	Ministère du Travail	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)	Sans objet

SOURCE : DGRH  
COLLABORATION :  
VALIDATION :  
DATE : 2018-03-08



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-27**

**Titre :**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

**Exposé et statistiques :**

Total pour l'année 2017-2018 (volet Travail) : 4 795 \$

**FOURNISSEURS**

Corporation presse commerce  
Lancaster House  
Lexisnexis Canada inc.  
Thomson Reuters

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-28**

**Titre :**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni à la participation à des clubs privés.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-29**

**Titre :**

**Pour chaque site Internet du Secrétariat du travail (STRAV), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu du site.

**Site Secrétariat du travail** ([www.travail.gouv.qc.ca](http://www.travail.gouv.qc.ca))

Mise en ligne : 1996

**Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Ressources internes pour la version initiale.

Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la version actuelle.

**Coût de construction du site**

Aucun coût. Ressources internes.

Aucun coût de développement en 2017-2018.

**Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour**

La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

- Hébergement du site informationnel : (3 000 \$);

**Fréquence moyenne des mises à jour**

Quotidienne

**Nombre de fois où le site a été refait**

3 fois

**Responsable du contenu du site**

Direction des communications du Ministère

**SOURCE :** Direction des communications

**COLLABORATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-28

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-30**

**Titre :**

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez vous référer à la question RG 07

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 13 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-31**

**Titre :**

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée aux visites ministérielles et sous-ministérielles en 2017-2018.

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :**  
**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-33**

**Titre :**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017 - 2018 :

- a) le coût (déplacement, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

**Exposé et statistiques :**

Aucune activité confiée à un adjoint parlementaire.

**SOURCE :** Direction des communications

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques :**

Aucune somme n'a été reçue en 2017-2018 pour le volet Travail en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-40**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques :**

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT <sup>1</sup>	
Année financière	2017-2018 (données au 28 février 2018)
Montant	9 386,75 \$

<sup>1</sup> Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel du Ministère, volet Travail et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres et aux médiateurs-conciliateurs en 2017-2018 pour la période d'évaluation du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

Le 24 janvier 2017, le Conseil du trésor a ratifié l'entente à l'égard des éléments de rémunération globale conclue le 20 décembre 2016 avec la plupart des associations de cadres et assimilés des secteurs, dont les cadres et les médiateurs-conciliateurs. Une des modifications apportées vise les dispositions liées au boni ou toute autre rémunération incitative, lesquelles sont abrogées à compter des exercices financiers débutant en 2016.

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-15



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-41**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques :**

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-16

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-43**

**Titre :**

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction pour le volet Travail.

**SOURCE :** BSMAT  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-28

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**RG-45**

**Titre :**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a aucun comité pour le volet Travail

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-59**

**Titre :**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**Exposé et statistiques :**

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2017-2018 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Secrétariat du travail	1 509,4	0

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

En ce qui a trait aux ressources externes, veuillez vous référer à la question RG 11.

**SOURCE :** DGSAPS  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 26 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-60**

**Titre :**

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques :**

**a) Masse salariale**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**b) Indemnités de retraite, s'il y a lieu**

Aucune indemnité de retraite n'est versée. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère, volet Travail, verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION:**

**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Exposé et statistiques :**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018, aucun paiement n'a été effectué à des associations, ordres ou corporations professionnels pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 15 mars 2018

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

## **VOLET TRAVAIL**

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

## **2018-2019**

---

---

**Demande de renseignements généraux  
de l'Opposition**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

## VOLET TRAVAIL

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N°

#### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.



4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):  
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :  
Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :  
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15.

**a)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

**b)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

**c)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

**d)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**e)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

**f)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

**g)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**h)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

**i)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

**j)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

**k)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

**l)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

**m)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

**n)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

**o)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

**p)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

**q)** Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq dernières années précédentes.

**r)** L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

16.

**a)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

**b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
  - b) le nombre de ressources affectées;
  - c) le nombre de rencontres;
  - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - e) l'objet;
  - f) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.



36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;

- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**Demandes dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>**

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018.
  - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - b) les coûts ventilés;
  - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
5. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou Organisée par un professionnel ou une firme externe.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

**Demandes dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.
66. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
  - a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
  - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
  - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
  - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

---

#### **Demandes non pertinentes à l'Étude des crédits**

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018.

---

#### **Demandes dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>**

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
  - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

---

#### **Demandes dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2017-2018 du Ministère.**

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
  - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

---

#### **Demandes dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme pour tous les ministères et organismes.**

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes)**
44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? **(ministère du Conseil exécutif)**
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
51. Ventilation du budget consacré au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(Société du Plan Nord)**
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. **(ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires maritimes)**
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique. **(ministère de la Justice)**
67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. **(ministère des Relations internationales et de la Francophonie)**
-

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-01

**Titre :**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

**Exposé et statistiques :**

Les informations au 28 février 2018 sont fournies au tableau ci-joint.

**SOURCE :** Direction des relations intergouvernementales  
**COLLABORATION :** Unités du MTESS  
**VALIDATION :** SOF-DCCR-DGRFC  
**DATE :** 2017-03-29



Missions intergouvernementales canadiennes – 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2017-05-17 2017-05-18	Réunion annuelle de l'Association canadienne des administrateurs de législation ouvrière (ACALO).	Winnipeg Manitoba	Steeve Audet Direction générale des politiques de recherche	1 391,61 \$
2017-11-13 2017-11-16	Rencontre du groupe de travail sur la formation des médiateurs nationaux de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).	Halifax Nouvelle-Écosse	Hervé Leblay Direction de la médiation-conciliation et de la prévention de Montréal	1 182,53 \$
2018-01-24 2018-01-25	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du Travail.	Ottawa Ontario	Normand Pelletier Sous-ministre associé Florent Tanlet Cabinet de la ministre	1 065,01 \$
Coût total des déplacements				3 639,15 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

**Titre :**  
  
Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue des conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.);  
  
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l’organisme :  
a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;  
b) le but visé par chaque dépense;  
c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;  
  
Par une firme externe :  
d) les sommes dépensées pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d’événement;  
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;  
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);  
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc. ;  
h) le but visé par chaque dépense;  
i) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;

<b>Exposé et statistiques :</b>  - Des événements publics pour un coût total de <b>3 374,14 \$</b> sont organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (volet Travail).  - Les événements publics constituent des événements de presse.		
Événement	But visé	Fournisseur
Annonce concernant les travaux bénévoles (Montréal)	Annonce publique du dépôt du projet de règlement sur les travaux bénévoles de construction	<ul style="list-style-type: none"><li>Logistique : CSPQ</li><li>Photographe : Racine Imagine</li><li>Mode d’octroi du contrat : contrat négocié</li></ul>

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** sans objet – 2018-03-22  
**DATE :** 2018-03-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-07**

### **Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

### **Exposé et statistiques :**

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 22 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700263416-1	Adjudex inc.	9 800,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
2.	700263416-2	Adjudex inc.	2 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
3.	700263416-3	Adjudex inc.	8 190,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
4.	700263416-5	Adjudex inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
5.	700263416-7	Adjudex inc.	1 400,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
6.	700266960	Alsco	3 933,15 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de buanderie/Assistance personnelle et domestique
7.	700260048	André Léveillé chirurgien plastique inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
8.	700269065-1	Arbitrage Richard Mercier inc.	2 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
9.	700269065-6	Arbitrage Richard Mercier inc.	2 537,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
10.	700269177	Association d'orthopédie du Québec	3 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
11.	700256469	Bergeron, Michel	15 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
12.	700260053	Brigitte Bazinet médical inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
13.	700265202	Busicom ltée	2 376,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Équipement audiovisuel/Appareil électronique
14.	700275797	Busicom ltée	1 980,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Équipement audiovisuel/Appareil électronique
15.	700257610	Carbonneau, Benoît	8 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
16.	700272993	Cholette, Daniel	7 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
17.	700263452-6	Claire Brassard, arbitre	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
18.	700263452-7	Claire Brassard, arbitre	1 510,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
19.	700263452-8	Claire Brassard, arbitre	1 017,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
20.	700263452-9	Claire Brassard, arbitre	5 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
21.	700263452-10	Claire Brassard, arbitre	1 022,80 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
22.	700263452-11	Claire Brassard, arbitre	2 030,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
23.	700279383-2	Clément, Jean-Guy	4 320,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
24.	700275388	Collège des médecins du Québec	5 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique
25.	700260055	Duchesne, Robert	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
26.	700260298	Dufort et Lavigne ltée	4 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
27.	700264223	Dufort et Lavigne ltée	1 499,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
28.	700272530	Fédération des médecins spécialistes du Québec	2 609,27 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
29.	700273177-2	François Blais inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
30.	700273177-4	François Blais inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
31.	700266100	Gendron, Normand	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
32.	700266109	Girardeau, Stéphane	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
33.	700266099	Girard, Eric	11 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
34.	700257789	Gosselin, Jean-Pierre	15 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
35.	700263392-9	Groupe Voyages VP	2 433,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
36.	700263392-11	Groupe Voyages VP	2 777,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
37.	700266381	Hôtel Mortagne	1 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salles de réunion ou de réception/Hôtels et lieux d'hébergement et de réunion
38.	700269066-1	Houde, Rosaire	1 562,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
39.	700269066-5	Houde, Rosaire	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
40.	700260054	Jacques Demers M.D. inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'experts-conseils ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
41.	700278471	JPdL International inc.	4 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
42.	700264232	Labelle, Hubert R.	9 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
43.	700263405-1	Lavoie, André G.	1 260,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
44.	700263405-5	Lavoie, André G.	1 960,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
45.	700260460	Lexisnexis Canada inc.	7 455,12 \$	Gré à gré	UNSPSC : Abonnement médias électroniques/Documentation électronique
46.	700263443-2	Marcheterre, Richard	5 590,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
47.	700263443-3	Marcheterre, Richard	8 960,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
48.	700263424-4	Martin, Claude	2 408,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
49.	700272971-2	Massicotte, Nathalie	1 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
50.	700279136-1	Ménard-Cheng, Nancy (avocat)	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
51.	700279136-4	Ménard-Cheng, Nancy (avocat)	1 610,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
52.	700272825-1	PGRoy arbitre inc.	2 905,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
53.	700260088	Pneumologues associés de Québec, Les S.E.N.C.R.L.	9 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine
54.	700263422-1	Poulin, Côme	6 060,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
55.	700263422-2	Poulin, Côme	2 297,45 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
56.	700263422-3	Poulin, Côme	3 630,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
57.	700263422-4	Poulin, Côme	1 416,83 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
58.	700263422-6	Poulin, Côme	5 612,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
59.	700263409-2	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	1 120,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
60.	700263409-3	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 157,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
61.	700263409-4	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	7 140,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
62.	700263409-5	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 520,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
63.	700265318	Rodimax inc.	1 330,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques
64.	700263406-2	Roy, Pierre-Georges	17 920,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
65.	700264231	Services dentaires Dr Melvin Schwartz inc.	14 625,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins de première ligne/Exercice de la médecine
66.	700260089	Société des médecins de l'Université de Sherbrooke S.E.N.C.R.L.	9 265,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médecins spécialistes/Exercice de la médecine

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE VOLET – TRAVAIL

RG-07 - ANNEXE 1

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
67.	700279173-1	St-Georges, Andrée	1 345,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
68.	700279173-2	St-Georges, Andrée	7 705,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
69.	700264899	Tab Products of Canada	8 717,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fournitures de bureau
70.	700263455-10	Voyages Laurier du Vallon inc., Les	2 545,13 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
71.	700263455-14	Voyages Laurier du Vallon inc., Les	1 192,85 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
72.	700263465-2	Voyages Paradis (Sainte-Foy) enr. (2958-2947 Québec inc.)	1 014,21 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-08**

### **Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

### **Exposé et statistiques :**

Aucun contrat octroyé en 2017-2018 n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics pour le volet Travail.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 22 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-09**

**Titre :**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**Exposé et statistiques :**

Les informations portant sur l'appel d'offres public figurent dans le tableau annexé.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 26 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics

1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	Archi-Médec inc.	128 150 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Cybens technologies 63 806,50 \$ (non conforme*) Centre Transmed Center inc. : 125 568 \$ (non conforme*)

Les soumissions non conformes sont celles qui ne répondent pas aux critères établis dans l'appel d'offre

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-10

**Titre :**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez référer à la réponse de la question RG 7.

**SOURCE :** BSMART  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 20 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

### Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

### Exposé et statistiques :

Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$ initié en 2017-2018 pour le volet Travail.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

**SOURCE :** DGSAPS  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 23 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

**Exposé et statistiques :**

**Volet Travail, les dépenses sont les suivantes :**

Photocopies :	<u>6 343 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>0 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>38 034 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>250 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 2018-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

<b>Titre :</b> Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

**a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

Les prévisions pour 2018-2019 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année 2017-2018. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 28 février 2018**, soit **106** employés réguliers au Ministère pour le volet Travail pour 2017-2018, excluant :

- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction.

La catégorie d’emplois « personnel d’encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d’emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens et les employés de soutien.

**Répartition par catégorie d’emplois, sexe et groupe d’âge**  
(Données au 28 février 2018)

Personnel d'encadrement <sup>1</sup>						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	10	9,4	2	1,9	12	11,3
TOTAL	10	9,4	2	1,9	12	11,3

<sup>1</sup> Inclut 4 membres de la haute direction (3 hommes et 1 femme).

Professionnel						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	4,7	6	5,7	11	10,4
35 ans et plus	24	22,6	19	17,9	43	40,6
TOTAL	29	27,4	25	23,6	54	50,9

Fonctionnaire						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	1	0,9	1	0,9
35 ans et plus	4	3,8	35	33,0	39	36,8
TOTAL	4	3,8	36	34,0	40	37,7

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	4,7	7	6,6	12	11,3
35 ans et plus	38	35,8	56	52,8	94	88,7
TOTAL	43	40,6	63	59,4	106	100,0

**Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge**  
(données au 28 février 2018)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	1
35 ans et plus	0	1	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	2	0	0	6
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,9
35 ans et plus	2	1,9	1	0,9	1	0,9	7	6,6
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>1,9</b>	<b>1</b>	<b>0,9</b>	<b>1</b>	<b>0,9</b>	<b>8</b>	<b>7,5</b>

**Mise en garde :** Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

**Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.**

- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)  
*Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).*

Catégories d'emplois	2017-2018
Personnel d'encadrement	85,0
Professionnels	260,5
Fonctionnaires	968,5
<b>Total du Ministère</b>	<b>1 314,0</b>

- d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	6	2	3	1
Professionnels	34	13	9	3
Fonctionnaires	25	14	4	3
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>7</b>

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère est de 117.

e) **Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail** (données au 28 février 2018)

Catégories d’emplois	2017-2018 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre d’heures compensées	Total
Professionnels	327,38	96,50	423,88
Fonctionnaires	54,83	15,25	70,08
Total	382,21	111,75	493,96

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d’emplois, n’est pas disponible.

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel** (données au 16 mars 2018)  
*Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.*

Catégorie d’emplois	2017-2018
Personnel d’encadrement	189,5
Professionnels	973,0
Fonctionnaires	817,0
Total	1 979,5

g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi** (données au 28 février 2018)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	3	5	3	1
Professionnels	44	13	1	1
Fonctionnaires	29	17	0	0
TOTAL	76	35	4	2

Au 28 février 2018 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 117.

h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) **Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1 de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

REGROUPEMENT	2017-2018 (au 28 février 2018)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
ST     Secrétariat du travail (Bureau du sous-ministre associé)	5	5	4	14
DGPR   Direction générale des politiques et de la recherche	4	20	12	36
SRT     Secteur des relations du travail	3	29	24	56
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>54</b>	<b>40</b>	<b>106</b>

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2017-2018 (au 28 février 2018)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
03. Capitale-Nationale	8	33	21	62
06. Montréal	4	21	19	44
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>54</b>	<b>40</b>	<b>106</b>

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 28 février 2018	Professionnel	11

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d'encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Au 28 février 2018	0	0	0	<b>0</b>

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse de RG15 j).

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, la cible d'effectif attribuée aux ministères et organismes est en heures rémunérées (le concept d'ETC total autorisé n'existe plus) et le calcul est effectué différemment, incluant entre autres les heures supplémentaires rémunérées.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes**

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2017-2018 (au 28 février 2018).

**r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SOURCE : DGRH**

**COLLABORATION : SBA-DBF-DGRFC**

**VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC**

**DATE : 2018-03-19**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-16**

### **Titre :**

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

### **Exposé et statistiques :**

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2017-2018, le Ministère, volet Travail, a engagé à titre d'employés occasionnels 5 retraités<sup>1</sup> de la fonction publique.

Toutefois, le Ministère, volet Travail, n'a octroyé aucun contrat de services professionnels<sup>2</sup> à des retraités de la fonction publique.

<sup>1</sup> Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

<sup>2</sup> Données extraites du SAGIR pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-18**

**Titre :**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a aucun coût associé à des travaux de déménagement, d'aménagement et de rénovation des espaces occupés pour le cabinet de la ministre responsable du Travail.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**SOURCE :** Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-14



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

**Titre :**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**Exposé et statistiques :**

**CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME DOMINIQUE VIEN À TITRE DE  
MINISTRE RESPONSABLE DU TRAVAIL**

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE	DATE DE DÉPART
Boutin Marie-Pier	Attachée politique	St-Malachie	18-01-08	
Boulianne, Stéphanie	Attachée politique	Québec	18-03-12	
Desmeules, Anne-Sophie	Attachée politique	Québec	17-01-23	18-03-09
Dumont, Isabelle	Attachée politique	Québec	17-03-01	
Gagné, Denise	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
Lavoie, Marina	Attachée politique	Québec	17-10-23	
Lessard, Chantal	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
Milette, Pierre	Directeur de cabinet	Québec	16-01-29	
O'Farrell, Russel	Attaché politique	St-Malachie	16-01-29	17-10-20
Paré, Christine	Attachée politique	Québec	16-01-29	17-10-20
Tanlet, Florent	Attaché politique	Québec	16-01-29	

## **DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET**

### **Directeur de cabinet :**

Dirige les membres du personnel du cabinet; il s'acquitte, en outre, des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner.

### **Attaché politique :**

Est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

### **Employé de soutien :**

Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

## **MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018**

Cabinet ministériel de M<sup>me</sup> Dominique Vien, ministre responsable du Travail. Masse salariale prévue du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 : 655 836 \$

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :** DGRH

**VALIDATION :**

**DATE :** 19 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-21

**Titre :**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de personnel hors structure rémunéré par le Ministère et qui n'occupe aucun poste pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** BSMA Travail

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-04-11

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-24**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques :**

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2018-2019 (au 28 février 2018).

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-25

**Titre :**

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez vous référer à la réponse de la question RG 15 j).

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-04-11

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;

b) le poste occupé et le nom de l'organisme;

c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;

d) l'assignation initiale;

e) l'assignation actuelle;

f) la date de l'assignation hors structure;

g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :			
NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Dolbec, Stéphane Administrateur d'État II	Ministère du Travail	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)	Sans objet

SOURCE : DGRH  
COLLABORATION :  
VALIDATION :  
DATE : 2018-03-08

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-27**

**Titre :**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

**Exposé et statistiques :**

Total pour l'année 2017-2018 (volet Travail) : 4 795 \$

**FOURNISSEURS**

Corporation presse commerce  
Lancaster House  
Lexisnexis Canada inc.  
Thomson Reuters

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-28**

**Titre :**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni à la participation à des clubs privés.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-15



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-29**

**Titre :**

**Pour chaque site Internet du Secrétariat du travail (STRAV), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu du site.

**Site Secrétariat du travail** ([www.travail.gouv.qc.ca](http://www.travail.gouv.qc.ca))

Mise en ligne : 1996

**Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**

Ressources internes pour la version initiale.

Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la version actuelle.

**Coût de construction du site**

Aucun coût. Ressources internes.

Aucun coût de développement en 2017-2018.

**Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour**

La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes.

- Hébergement du site informationnel : (3 000 \$);

**Fréquence moyenne des mises à jour**

Quotidienne

**Nombre de fois où le site a été refait**

3 fois

**Responsable du contenu du site**

Direction des communications du Ministère

**SOURCE :** Direction des communications

**COLLABORATION :** DGRFC

**DATE :** 2018-03-28

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-30

**Titre :**

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez vous référer à la question RG 07

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 13 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-31**

**Titre :**

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a eu aucune dépense liée aux visites ministérielles et sous-ministérielles en 2017-2018.

**SOURCE :** Direction des communications

**COLLABORATION :**

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-33**

**Titre :**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017 - 2018 :

- a) le coût (déplacement, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

**Exposé et statistiques :**

Aucune activité confiée à un adjoint parlementaire.

**SOURCE :** Direction des communications

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques :**

Aucune somme n'a été reçue en 2017-2018 pour le volet Travail en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-40**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques :**

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT <sup>1</sup>	
Année financière	2017-2018 (données au 28 février 2018)
Montant	9 386,75 \$

<sup>1</sup> Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel du Ministère, volet Travail et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres et aux médiateurs-conciliateurs en 2017-2018 pour la période d'évaluation du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017.

Le 24 janvier 2017, le Conseil du trésor a ratifié l'entente à l'égard des éléments de rémunération globale conclue le 20 décembre 2016 avec la plupart des associations de cadres et assimilés des secteurs, dont les cadres et les médiateurs-conciliateurs. Une des modifications apportées vise les dispositions liées au boni ou toute autre rémunération incitative, lesquelles sont abrogées à compter des exercices financiers débutant en 2016.

**SOURCE :** DGRH  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-41**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques :**

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-16

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-43**

**Titre :**

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction pour le volet Travail.

**SOURCE :** BSMAT  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-28



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**RG-45**

**Titre :**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

**Exposé et statistiques :**

Il n'y a aucun comité pour le volet Travail

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-59**

**Titre :**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**Exposé et statistiques :**

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2017-2018 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Secrétariat du travail	1 509,4	0

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

En ce qui a trait aux ressources externes, veuillez vous référer à la question RG 11.

**SOURCE :** DGSAPS  
**COLLABORATION :** DGRFC  
**VALIDATION :** DGRFC  
**DATE :** 26 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-60**

**Titre :**

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques :**

**a) Masse salariale**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**b) Indemnités de retraite, s'il y a lieu**

Aucune indemnité de retraite n'est versée. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère, volet Travail, verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION:**

**DATE :** 2018-03-15

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

**Titre :**

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Exposé et statistiques :**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018, aucun paiement n'a été effectué à des associations, ordres ou corporations professionnels pour le volet Travail.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :** DGRFC

**VALIDATION :**

**DATE :** 15 mars 2018